

# UN APERÇU DE LA CRISE AU TURKESTAN ORIENTAL ET DES OUÏGHOURS

Mémoire présenté au Parlement du Canada, août 2020



Gouvernement en exil du Turkestan oriental

Formé en 2004, le gouvernement en exil du Turkestan oriental est le corps démocratiquement élu représentant le Turkestan oriental et son peuple. Il défend les intérêts et les droits du peuple du Turkestan oriental, y compris les Ouïghours, les Kazakhs, les Kirghizes et d'autres grâce au militantisme et à la diplomatie.

Le présent rapport a été rédigé conjointement par le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Communications et de l'Information du gouvernement en exil du Turkestan oriental.

© 2020 Gouvernement en exil du Turkestan oriental

Administration centrale : 1325 G Street NW, bureau 500 | Washington, DC 20005

+1 202 599-2244 | [www.East-Turkistan.net](http://www.East-Turkistan.net) | [contact@East-Turkistan.net](mailto:contact@East-Turkistan.net)

## TABLE DES MATIÈRES

Le Turkestan oriental et le peuple ouïghour avant l'invasion par l'Empire mandchou en 1876 .....	3
L'invasion chinoise et les luttes subséquentes pour l'autonomie : de 1884 à 1949 .....	4
Les Ouïghours et l'État chinois moderne : de 1949 à 2009 .....	4
<i>Introduction</i> .....	5
<i>Mesures initiales de répression de la résistance</i> .....	5
<i>Immigration des Hans dirigée par l'État</i> .....	5
<i>Les essais nucléaires et leurs effets nocifs</i> .....	6
<i>La suppression de l'identité culturelle ouïghoure et turque, suivie du recours à une force meurtrière, ainsi que d'arrestations et d'exécutions arbitraires comme stratégie pour réprimer les manifestations et faire taire les dissensions</i> .....	6
« La guerre des peuples » contre les Ouïghours et les autres peuples turcs : de 2009 à aujourd'hui .....	8
<i>Camps d'internement</i> .....	8
<i>Contraception et stérilisation forcées</i> .....	9
<i>Séparation forcée de la famille et des enfants</i> .....	10
<i>Mesures visant à éliminer la langue ouïghoure dans les écoles</i> .....	10
<i>Accroissement de la surveillance des Ouïghours et des autres peuples turcs, qui va bien au-delà de celle des Chinois hans</i> .....	11
<i>Massacres</i> .....	12
<i>Mesures répressives contre l'islam</i> .....	12
<i>Prélèvements d'organes</i> .....	13
Recommandations au Parlement du Canada .....	14
NOTES DE FIN DE DOCUMENT .....	15

## ***Le Turkestan oriental et le peuple ouïghour avant l'invasion par l'Empire mandchou en 1876***

Tout au long de l'histoire, le peuple ouïghour joue un rôle crucial dans les échanges culturels entre l'Orient et l'Occident. Les Ouïghours deviennent suffisamment forts avec le temps pour édifier un empire, le Khaganat ouïghour, qui règne de 744 à 840 apr. J.-C. Les Ouïghours sont nombreux dans les autres empires occupant la région au cours de l'histoire, notamment le Khaganat köktürk (552-744), le Khaganat karakhanide (840-1212), le Royaume ouïghour de Gansu (848-1036), l'État d'Idiqt (856-1335) et l'Empire mongol (1206-1368). En particulier, ils jouent un rôle central dans l'administration de l'Empire mongol, Genghis Khan adoptant même leur écriture<sup>1</sup>. En 954 apr. J.-C., l'islam commence à remplacer les anciennes religions ouïghoures, comme le bouddhisme, le manichéisme et le tengrisme<sup>2</sup>. Kashgar, la capitale du Khaganat karakhanide, devient un important centre d'apprentissage de l'islam où d'éminents érudits ouïghours, tels Yusuf Has Hajip et Mahmud Kashgari, rédigent des œuvres influentes<sup>3</sup>.

Pendant et après cette période, les Ouïghours s'établissent au Turkestan oriental et dans ses environs. Ce faisant, ils développent une culture et une civilisation uniques qui bénéficient d'un prestige dans certaines parties du monde islamique. D'ailleurs, l'écriture ouïghoure est ravivée à Samarcande, le centre des Timourides, au XV<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. Le nom « Turkestan » apparaît pour la première fois au V<sup>e</sup> siècle. L'expression « le pays des Ouïghours du Turkestan » est utilisée par des chercheurs au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. L'expression « chefs ouïghours » est de son côté employée par un gazetier Qing à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Ces termes et expressions montrent que de telles conceptions géographiques des terres ouïghoures perdurent tout au long de cette période.

## ***L'invasion chinoise et les luttes subséquentes pour l'autonomie : de 1884 à 1949***

En 1884, après huit ans de guerre, l'Empire mandchou envahit et annexe officiellement le Turkestan oriental. La région est rebaptisée « Xinjiang » (ce qui signifie « nouveau territoire » ou « nouvelle frontière ») le 18 novembre 1884<sup>7</sup>. Après la révolution chinoise des Hans en 1911, le Turkestan oriental est abandonné par le gouvernement mandchou et devient une colonie chinoise<sup>8</sup>. Le 12 novembre 1933, les Ouïghours, les Kazakhs, les Kirghizes et d'autres peuples turcs se soulèvent contre la colonisation chinoise et établissent la République du Turkestan oriental<sup>9</sup>. Or, la République est rapidement anéantie par les troupes chinoises le 16 avril 1934<sup>10</sup>. De 1934 à 1943, le Turkestan oriental est gouverné par un chef de guerre chinois, Sheng Shicai, qui met en œuvre des politiques répressives semblables à celles d'aujourd'hui et qui procède à des purges aux termes desquelles plus de 100 000 Ouïghours et d'autres peuples turcs trouvent la mort<sup>11</sup>.

Le 12 novembre 1944, les Ouïghours, les Kazakhs, les Kirghizes, les Ouzbeks et les Tatars déclarent à nouveau leur indépendance et forment la République du Turkestan oriental (1944-1949)<sup>12</sup>. Au départ, l'Union soviétique la soutient, mais elle l'abandonne par la suite en échange de l'indépendance de la Mongolie-Extérieure en 1946<sup>13</sup>. Après un mystérieux accident d'avion, le 27 août 1949, qui coûte la vie aux chefs de la République du Turkestan oriental, l'Armée populaire de libération de Chine commence à envahir le Turkestan oriental<sup>14</sup> le 1er octobre 1949. La nation, ayant perdu son chef stratégique, capitule le 22 décembre 1949<sup>15</sup>.

## ***Les Ouïghours et l'État chinois moderne : de 1949 à 2009***

Au cours de ces années, l'occupation du Turkestan oriental s'intensifie par la mise en place de mesures de répression de la résistance et de politiques d'immigration forcée de Chinois hans dans la région, ainsi que par la réalisation répétée d'essais nucléaires sur le site de Lop Nor. Le recours à la force meurtrière et aux

arrestations arbitraires à la fois pendant et après les manifestations des Ouïghours contre leurs conditions de vie caractérisent cette période. Ces arrestations conduisent souvent à des procès collectifs et à des exécutions. La situation s'aggrave de 1990 à 2009 et ouvre la voie aux crimes actuellement commis par la Chine contre les Ouïghours, les Kazakhs, les Kirghizes et les autres peuples turcs.

### *Introduction*

Il faut comprendre que deux facteurs importants sont à l'origine des mesures prises par le Parti communiste chinois au cours de ces années.

Tout d'abord, les ressources en gaz naturel et en pétrole du Turkestan oriental représentent environ le tiers des réserves totales de la Chine<sup>16</sup>. Le Turkestan oriental dispose également d'importantes réserves d'or, d'uranium et d'autres métaux, tandis que son climat est propice à la culture du coton. Voilà pourquoi la région est considérée comme essentielle à la sécurité économique de la Chine<sup>17</sup>. Le Parti communiste chinois en est bien conscient dès 1949 : dans le compte rendu d'une conversation entre Staline et une délégation du PCC qui a été déclassifié, Staline parle des gisements de pétrole et des ressources de coton se trouvant au Xinjiang et du besoin qu'en a la Chine<sup>18</sup>. De nos jours, le Turkestan oriental est un maillon essentiel de la nouvelle route de la soie, initiative de politique étrangère chinoise (anciennement « Une ceinture, une route »). Cette initiative vise à relier le Moyen-Orient et l'Europe à la Chine grâce à des infrastructures, à des investissements et à des échanges commerciaux<sup>19</sup>. L'actuel gouvernement a donc déclaré que la « prévention de la création du Turkestan oriental » était l'une de ses principales priorités en matière de défense nationale<sup>20</sup>.

Par ailleurs, en 1949, le nombre de Chinois hans au Turkestan oriental est nettement inférieur à celui d'autres populations. En 1944, les Ouïghours représentent les trois quarts de la population du Turkestan oriental; avec les populations kazakhes et kirghizes, et les autres peuples turcs, la population turque dépasse donc les 90 %<sup>21</sup>. En 1949, Staline évalue la proportion des Chinois hans à 5 % et encourage le Parti communiste chinois à l'élever jusqu'à 30 % par le biais de l'immigration, ce qui permettra l'annexion plus efficace du territoire<sup>22</sup>.

### *Mesures initiales de répression de la résistance*

La résistance à l'occupation chinoise semble être brutalement réprimée. Selon un reportage de la Radio Ourumtsi du 1<sup>er</sup> janvier 1952, 120 000 « ennemis de la Chine » sont éliminés au Turkestan oriental<sup>23</sup>. Dans un autre reportage, en mars 1954, la même station de radio rapporte que 30 000 insurgés locaux contre-révolutionnaires ont été éliminés au Turkestan oriental, portant le total de morts à 150 000<sup>24</sup>. En 1962, plus de 60 000 Ouïghours et Kazakhs fuient la Chine vers l'Union soviétique en raison des politiques du Parti communiste chinois et de la publicité que font les Soviétiques pour vanter les meilleures conditions de vie qui règnent de leur côté de la frontière<sup>25</sup>. La frontière reste ouverte pendant cinq jours, après quoi le gouvernement de Pékin la ferme de force<sup>26</sup>. S'ensuivent des manifestations dans la ville de Ghulja au cours desquelles les soldats chinois tirent des balles réelles sur les manifestants<sup>27</sup>. Selon les témoins survivants, plusieurs centaines d'Ouïghours et de Kazakhs sont tués<sup>28</sup>.

### *Immigration des Hans dirigée par l'État*

À partir de 1950, le Parti communiste chinois ordonne l'immigration des Hans au Turkestan oriental<sup>29</sup>. En 1959 et 1960, le nombre de migrants hans arrivant au Xinjiang est supérieur à 800 000 à cause du déplacement forcé

de la population et, en particulier, de la famine causée par le « Grand bond en avant »<sup>30</sup>. En 1975, on compte déjà près de 5 millions de Hans dans la région<sup>31</sup>. Cette migration se poursuit encore aujourd'hui : entre 2015 et 2018, jusqu'à 2 millions de personnes sont venues grossir les rangs de la majorité han au Turkestan oriental. Le taux de croissance démographique dans la région est presque huit fois plus élevé que celui des autres régions<sup>32</sup>.

### *Les essais nucléaires et leurs effets nocifs*

De 1964 à 1996, la Chine procède à 46 essais nucléaires délibérés au Turkestan oriental sur le site de Lop Nor<sup>33</sup>. Le 18 mars 2009, le professeur Takada révèle lors d'un forum nucléaire que ces essais ont probablement causé la mort de 190 000 à 750 000 personnes, surtout des Ouïghours<sup>34</sup>. Selon ses estimations « conservatrices », environ 1,2 million de personnes ont reçu des doses suffisamment élevées pour contracter la leucémie ou un cancer solide, ou causer des lésions au fœtus<sup>35</sup>. Les dossiers médicaux du Xinjiang montrent que les taux de cancer y sont de 30 à 35 % plus élevés que la moyenne nationale<sup>36</sup>.

### *La suppression de l'identité culturelle ouïghoure et turque, suivie du recours à une force meurtrière, ainsi que d'arrestations et d'exécutions arbitraires comme stratégie pour réprimer les manifestations et faire taire les dissensions*

Il est important de décrire en détail les événements survenus dans les années 1990, car ils fournissent le contexte essentiel à la compréhension du génocide qui a lieu depuis. En 1990, à Barin, une ville à majorité ouïghoure, environ 200 hommes se rendent au bureau du gouvernement local pour protester contre les avortements obligatoires imposés aux femmes ouïghoures et le travail forcé. Des affrontements avec la police armée chinoise s'ensuivent et se poursuivent au cours des jours suivants, jusqu'à ce que l'armée chinoise déploie un nombre important de soldats pour mettre en échec la rébellion. C'est ce qu'on appelle le soulèvement de Barin. Plusieurs dizaines d'Ouïghours y perdent la vie<sup>37</sup>. Selon un journal officiel chinois qui sera par la suite publié en ligne, plus de 3 000 civils ouïghours sont arrêtés et plus de 200 autres sont exécutés à la suite du soulèvement de Barin<sup>38</sup>.

Ces événements incitent les purs et durs du gouvernement chinois à réprimer beaucoup plus sévèrement la liberté religieuse et la culture ouïghoures et turques<sup>39</sup>. Une politique officielle est mise en place pour trouver et détruire toutes les écoles religieuses privées<sup>40</sup>. Plusieurs milliers d'imams sont interrogés, puis destitués ou envoyés en « formation »<sup>41</sup>. Les mosquées en construction sont fermées, et les travaux de réparation dans les mosquées existantes sont arrêtés<sup>42</sup>. De plus, le Congrès du peuple de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang adopte des règles détaillées censées réglementer les manifestations. Ainsi, pour tenir des marches ou des manifestations, il faut obtenir au préalable une autorisation, et pour ce faire, il faut en expliquer la raison d'être, le nombre de participants et les slogans éventuels, entre autres choses<sup>43</sup>. Aucune manifestation ne sera autorisée si elle « menace l'unité de l'État, nuit à la solidarité *minzue* ou compromet les intérêts de l'État, de la société ou de la collectivité<sup>44</sup> ». Ces règles ne peuvent raisonnablement être considérées comme des politiques visant de bonne foi à régir les manifestations au sein d'une société ouverte. Elles ont plutôt pour but de mettre un terme aux manifestations légales et de rendre toute manifestation future illégale.

En 1993, le Congrès du peuple de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang adopte les mesures de mise en œuvre de la loi sur la protection des mineurs, qui interdit aux parents et aux tuteurs de permettre aux mineurs de participer à des activités religieuses<sup>45</sup>. Aucune règle comparable ne s'applique au reste de la Chine<sup>46</sup>.

En 1994, un groupe d'Ouïghours de Ghulja décide de relancer une organisation sociale traditionnelle appelée Meshrep<sup>47</sup> au sein de laquelle les membres jouent de la musique et dansent, approfondissent leurs connaissances de l'islam et se responsabilisent les uns les autres<sup>48</sup>. Les Meshreps se multiplient rapidement : on en dénombre 400 dans la région, et chacun compte plusieurs dizaines de membres<sup>49</sup>. Au départ, les Meshreps visent à réduire la consommation d'alcool, de tabac et de drogue, ce qu'ils réussissent à faire. De plus, ils donnent aux Ouïghours le sentiment d'être en mesure de se prendre en charge collectivement<sup>50</sup>. Cependant, un jour, le gouvernement interroge et place en détention l'un des fondateurs et chef élu du mouvement. S'ensuit une manifestation de jeunes ouïghours le lendemain, puis l'interdiction de tous les Meshreps par le gouvernement<sup>51</sup>.

Après avoir mis sur pied une ligue de football pour les jeunes (des officiers militaires occupent le terrain de football et enlèvent les poteaux de but de toutes les écoles locales pour l'en empêcher), le chef élu des Meshreps est encore une fois interrogé<sup>52</sup>. Le lendemain matin, des centaines de personnes descendent pacifiquement dans la rue. Après leur dispersion en milieu de journée, des tireurs d'élite sont aperçus sur les toits, et la police armée installe des barrages en fil de fer barbelé aux principales intersections<sup>53</sup>. Après ces événements et une série de raids dans les mosquées pendant le ramadan, au cours desquels des dizaines de personnes sont arrêtées, la manifestation de Ghulja commence dans la matinée du 5 février 1997<sup>54</sup>. Au moins 500 hommes marchent vers le centre-ville. Cette fois, la police les accueille en tenue anti-émeute, avec des chiens, et au bout d'un certain temps, leur tire dessus avec des balles réelles<sup>55</sup>. Jusqu'à 500 manifestants et passants sont arrêtés<sup>56</sup>. Un groupe de 300 à 400 personnes est aspergé d'eau glacée et est détenu pendant deux heures dans un froid glacial<sup>57</sup>. Beaucoup doivent se faire amputer les pieds et les mains à cause des engelures.

Au cours des deux semaines suivantes, les autorités procèdent à des fouilles exhaustives dans les villes et villages voisins pour trouver les organisateurs des manifestations et effectuent des arrestations arbitraires<sup>58</sup>. On estime que de 3 000 à plus de 6 000 personnes sont arrêtées; des éléments de preuve crédibles indiquent que bon nombre d'entre elles sont détenues pendant des semaines, voire des mois, sans être accusées, et qu'elles sont torturées<sup>59</sup>. Aussi, plusieurs allégations crédibles veulent que des exécutions extrajudiciaires ont lieu lors de ces fouilles<sup>60</sup>. Amnesty International rapporte qu'au nombre des méthodes de torture utilisées figurent les attaques de chiens<sup>61</sup>, l'injection de substances non identifiées, l'introduction de poivre ou de poudre de chili dans la bouche, le nez ou les organes génitaux, et l'insertion de crins de cheval ou de fils de fer dans le pénis<sup>62</sup>. Les autorités organisent ensuite des procès et des exécutions de masse sur de vagues accusations comme le « séparatisme » et les « activités subversives »<sup>63</sup>. Amnesty International a publié une liste de plus de 250 personnes emprisonnées, condamnées à mort ou exécutées dans la région entre 1997 et 1999<sup>64</sup>.

Un tournant dans le traitement des Ouïghours et des autres peuples turcs par le gouvernement de la Chine se produit en juillet 2009, pendant les événements connus sous le nom de massacre d'Ourumtsi. L'élément déclencheur est un incident survenant à Shaoguan, dans le Sud de la Chine, le 25 juin 2009. En réponse à une rumeur inventée de toutes pièces selon laquelle un certain nombre d'hommes ouïghours auraient violé deux femmes Hans, des ouvriers chinois hans saisissent des barres de fer et de longs couteaux et attaquent un dortoir où vivent des travailleurs Ouïghours<sup>65</sup>. Des éléments de preuve crédibles montrent que plusieurs Ouïghours sont tués et des centaines d'autres blessés<sup>66</sup>. L'absence de réaction de la part de l'État suscite une colère justifiée, dans le contexte d'un sentiment général d'injustice découlant de la répression, de la persécution et de la discrimination de l'État chinois<sup>67</sup>.

Les manifestations à Ourumtsi commencent pacifiquement dans l'après-midi du 5 juillet 2009, les manifestants demandant une enquête approfondie sur l'incident<sup>68</sup>. Ils sont accueillis par la police armée et la police

antiémeute qui forment un barrage et utilisent au départ des matraques et des gaz lacrymogènes, et par la suite des balles réelles<sup>69</sup>. Des sources du Turkestan oriental laissent entendre que plus de 400 Ouïghours sont morts à Ourumtsi le 5 juillet<sup>70</sup>. Des milliers de personnes sont arbitrairement arrêtées et, au cours des jours qui suivent, le nombre d'arrestations augmente à mesure que les rafles policières à grande échelle s'intensifient. Le *Financial Times* estime que quelque 4 000 arrestations ont lieu à la mi-juillet 2009 et que les prisons d'Ourumtsi sont si pleines que les personnes nouvellement arrêtées sont détenues dans les entrepôts de l'Armée populaire de libération<sup>71</sup>. Depuis lors, la violence gouvernementale contre le peuple ouïghour ne cesse de s'aggraver.

### **« La guerre des peuples » contre les Ouïghours et les autres peuples turcs : de 2009 à aujourd'hui**

En 2009, l'État chinois lance une offensive sur plusieurs fronts qui vise à exterminer les Ouïghours. Bon nombre des stratégies répondent en soi à la définition de génocide. Dans l'ensemble, elles participent d'une répression et d'une persécution des plus généralisées, insidieuses et intrusives qui soit. Le présent document met en lumière les catégories de contrôle d'État auquel la Chine soumet les peuples ouïghours et turcs. Ces catégories sont les suivantes : 1) camps d'internement de masse; 2) contraception et stérilisation forcées; 3) transfert forcé d'enfants de leur famille vers des orphelinats et des pensionnats d'État chinois; 4) mesures visant à éliminer les langues ouïghoures et turques dans les écoles; 5) surveillance accrue des Ouïghours et des autres peuples turcs allant bien au-delà de ce que vivent les Chinois hans; 6) massacres; 7) mesures répressives contre l'islam; 8) prélèvements d'organes.

Tous ces éléments sont interreliés : la surveillance des Ouïghours et des autres peuples turcs par le biais de leur téléphone cellulaire permet à l'État chinois de suivre et de sélectionner les personnes à envoyer dans les camps d'internement<sup>72</sup>. De même, les mesures contre l'islam reposent sur l'internement. « Avoir une barbe » et « prier régulièrement »<sup>74</sup> figurent parmi les motifs de suspicion ou de détention que l'on trouve sur la liste de Karakax, un document du gouvernement chinois divulgué en février 2020 comprenant des données sur de nombreux Ouïghours, y compris les motifs de leur détention<sup>73</sup>.

#### *Camps d'internement*

Les camps d'internement de masse sont créés en partie à la suite d'une série de discours privés prononcés par Xi Jinping après une visite au Turkestan oriental en avril 2014<sup>75</sup>. Xi Jinping insiste pour que les « organes de la dictature » soient utilisés dans une « lutte totale contre le terrorisme, l'infiltration et le séparatisme », « sans aucune pitié »<sup>76</sup>. Les camps d'internement s'étendent rapidement lorsque le dur à cuire Chen Quanguo devient chef de la province en 2016. Il encourage les représentants du gouvernement à « arrêter tous ceux qui devraient l'être<sup>77</sup> ». Selon les estimations, de 1 à 3 millions de personnes sont détenues dans ces camps<sup>78</sup>, qui sont décrits à juste titre par la presse et des représentants étrangers comme étant des « camps de concentration »<sup>79</sup>. Les chiffres démontrent la nature des détentions touchant une grande partie de la société ouïghoure et turque. En août 2018, selon des représentants locaux, un ouïghour sur six est (et non « a été ») détenu<sup>80</sup>. À Hotan, les représentants officiels ont pour objectif d'envoyer 40 % de la population aux camps d'internement<sup>81</sup>.

Des éléments de preuve crédibles montrent qu'un grand nombre d'Ouïghours, de Kazakhs et d'autres personnes turques sont morts ou ont été tués dans ces camps. L'annexe 1 du présent document contient une liste de rapports faisant état des nombreuses victimes qui sont décédées dans ces camps et sous détention policière<sup>82</sup>. Le nombre réel de décès est sûrement beaucoup plus élevé étant donné que les médias internationaux n'ont rapporté qu'une partie infime des décès. Ces camps n'ont pas été mis sur pied et ne visent pas la



« rééducation » ou la « formation professionnelle » des habitants du Turkestan oriental<sup>83</sup>. La majorité des survivants ne peuvent s'exprimer librement sur leurs expériences; néanmoins, un nombre important d'entre eux ont fait état de tueries, de torture et de traitements inhumains et dégradants<sup>84</sup>.

Les survivants des camps, et leurs gardiens, ont fourni des détails sur les formes de torture qui sont supposément utilisées, notamment l'injection de substances non identifiées qui font en sorte que les victimes deviennent mentalement déséquilibrées ou perdent la capacité de parler de façon cohérente; l'utilisation de bâtons et de fils électriques; l'insertion de bâtonnets ou d'aiguilles sous les ongles ou l'extraction des ongles; l'utilisation intentionnelle d'un outil pour détacher la peau des détenus<sup>85</sup>; l'utilisation de menottes, d'étriers ou de cordes pour attacher les prisonniers d'une manière qui cause une douleur intense; la famine; les conditions insalubres (exemple : 68 femmes enfermées dans une seule cellule)<sup>86</sup>; l'exposition des prisonniers à une chaleur ou à un froid extrême (exemple : un détenu enfermé dans une petite cage métallique que l'on asperge d'eau glacée)<sup>87</sup>; la privation intense de sommeil<sup>88</sup>; l'attaque au couteau jusqu'à ce que la détenue saigne de la bouche et du nez, perde une dent et soit à ce moment aspergée d'eau salée<sup>89</sup>; le passage à tabac de détenus avec les poings, des ceintures ou d'autres d'instruments (dans un cas, trois fois par semaine jusqu'à ce que la peau du détenu se déchire). De nombreuses victimes développent une douleur permanente aux jambes et au dos ou perdent l'ouïe<sup>90</sup>.

Le fait de forcer les Ouïghours et les autres musulmans turcs à manger du porc et à boire de l'alcool<sup>91</sup>, de leur demander de nier et de répudier leur propre culture de façon répétée, de se déclarer Chinois et de prêter allégeance à Xi Jinping<sup>92</sup> constitue un traitement à la fois physique et psychologique qui atteint directement leur identité socioculturelle. Le fait aussi pour un détenu de ne pas savoir combien de temps il restera dans le camp constitue un autre élément de torture psychologique<sup>93</sup>. De nombreuses personnes souffrent de maladies mentales légères et graves à la suite d'une telle torture physique et psychologique, y compris les troubles de la personnalité, l'anxiété, la dépression post-traumatique et les convulsions. Plusieurs personnes indiquent qu'à la suite de cette menace et de cette douleur mentale, elles pleurent tout le temps, ont perdu l'appétit, sont déprimées, ont des problèmes de sommeil et font des cauchemars.

De plus, des éléments de preuve crédibles montrent que 500 000 Ouïghours et autres musulmans turcs ont été transférés des camps d'internement vers des prisons secrètes situées dans les provinces de la Chine continentale<sup>94</sup>. La torture, dans ces prisons, se pratiquerait au moyen de gants électriques et de « vestes hérissons » administrant des décharges électriques puissantes; les décharges de ces « vestes hérissons » sont assez puissantes pour tuer<sup>95</sup>. Un gardien anonyme a déclaré qu'ils exigent régulièrement que les détenus demeurent immobiles, même lorsqu'ils développent des plaies sur leurs fesses<sup>96</sup>. En raison du secret extrême qui entoure ces prisons, personne ne sait combien de personnes y ont été tuées<sup>97</sup>.

### *Contraception et stérilisation forcées*

Le Dr Adrian Zenz et la Fondation Jamestown ont publié le 29 juin 2020 un rapport intitulé *Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang*<sup>98</sup>. Ce rapport a été largement publicisé et utilisé par les gouvernements<sup>99</sup> et les médias<sup>100</sup>, qui le considèrent comme une source de la plus haute crédibilité. En 2017, dans la foulée d'une réforme de la politique de planification familiale, les documents de planification familiale ont commencé à exiger des représentants officiels qu'ils « s'attaquent sévèrement aux comportements qui violent la planification familiale<sup>101</sup> ». Depuis lors, la Chine utilise ce qui équivaut à la contraception obligatoire de masse des femmes ouïghoures afin de réduire à néant

le taux de natalité ouïghour<sup>102</sup>. Cela a l'effet souhaité par l'État chinois : les taux croissance démographique dans les plus grandes préfectures ouïghoures ont diminué de 84 % entre 2015 et 2018 et davantage en 2019<sup>103</sup>. Le gouvernement de la Chine avait prévu de soumettre d'ici 2019 au moins 80 % des femmes en âge de procréer à des méthodes de contraception intrusives (DIU ou stérilisations) dans les quatre préfectures minoritaires du Sud<sup>104</sup>. Zenz donne à entendre que la proportion réelle de femmes contraintes d'utiliser une telle méthode de contraception est « beaucoup plus élevée »<sup>105</sup>.

Les femmes reçoivent de l'argent si elles acceptent « volontairement » la stérilisation après leur deuxième enfant<sup>106</sup>, mais elles sont menacées de détention dans les camps d'internement si elles refusent d'utiliser une contraception<sup>107</sup>. Il ne s'agit pas d'une menace donnée en l'air : sur la « liste de Karakax<sup>108</sup> », « les infractions en matière de contraception<sup>109</sup> » sont le motif de détention le plus fréquent. En détention, les femmes sont directement obligées de pratiquer la contraception; elles sont notamment obligées de boire un liquide blanc et de recevoir des injections, ce qui entraîne l'arrêt de leurs règles<sup>110</sup>. Lorsque le gouvernement de la Chine découvre qu'une mère ouïghoure a des enfants « illégaux », ses enfants lui sont souvent retirés, comme ce fut le cas pour Qelbinur Tulsun, dont cinq des six enfants ont été enlevés après qu'elle a fui en Turquie pour accoucher en sécurité de son sixième enfant<sup>111</sup>.

### *Séparation forcée de la famille et des enfants*

Selon un document de planification publié sur le site Web du gouvernement de la Chine, près de 500 000 enfants ouïghours ont été retirés de leur famille et placés dans des pensionnats d'État<sup>112</sup>. Selon le document, les pensionnats visent l'assimilation des enfants dès leur plus jeune âge, loin de l'influence de leur famille<sup>113</sup>. Pour reprendre le document de planification, ils visent à « briser l'impact de l'atmosphère religieuse sur les enfants à la maison »; autrement dit, ils veulent empêcher les enfants d'apprendre la tradition, la culture et les croyances ouïghoures, de manière à éradiquer les Ouïghours dès la prochaine génération. Le document de planification décrit la religion comme ayant une influence pernicieuse (l'islam n'y est pas mentionné expressément, mais il est clair qu'il en est question)<sup>114</sup>. Il indique que le fait de retirer les enfants de leur foyer « réduit le choc des allers-retours entre l'apprentissage des sciences en classe et l'écoute des écritures religieuses à la maison<sup>115</sup> ». Les enfants sont censés manger du porc, porter des vêtements hans et se conformer à la culture des Hans<sup>116</sup>. Selon des rapports crédibles, des enfants ouïghours vivant dans des orphelinats tentent de se suicider en buvant du détergent et demandent souvent à leurs enseignants chinois s'ils sont en prison<sup>117</sup>.

De nombreux Ouïghours qui ont témoigné et donné des entrevues à l'Institut de recherche ouïghour et à d'autres organismes ont vu leurs enfants leur être retirés de force de cette manière<sup>118</sup>.

### *Mesures visant à éliminer la langue ouïghoure dans les écoles*

Le gouvernement de la Chine a progressivement augmenté ses mesures visant à éliminer les langues ouïghoure, kazakhe et turque dans les écoles. Par exemple, les étudiants minoritaires passant les examens en chinois reçoivent plus de points que ceux passant les examens dans leur propre langue et peuvent choisir parmi un plus grand choix d'université à fréquenter<sup>119</sup>. La plupart des élèves de l'école primaire et intermédiaire du Turkestan oriental reçoivent désormais un enseignement en chinois, par rapport à 38 % en 2016<sup>120</sup>. Plusieurs milliers d'écoles maternelles ont été créées dans les régions rurales pour que les enfants des minorités puissent recevoir un enseignement en chinois dès leur plus jeune âge<sup>121</sup>. Dans certains endroits, une approche plus autoritaire a été adoptée. La langue ouïghoure est bannie de toutes les écoles de la province d'Hotan au moins depuis septembre 2017<sup>122</sup>.

Voilà qui s'ajoute au portrait brossé ci-dessus de la séparation soigneusement planifiée de la jeune génération ouïghoure/turque de sa langue et de sa culture. La musique et les chants ouïghours et turcs, la littérature et les poèmes ouïghours et turcs, les récits légendaires ouïghours et turcs, la médecine traditionnelle ouïghoure et turque et les histoires ouïghoures et turques ne peuvent exister pleinement et facilement que dans la langue ouïghoure/turque. La politique chinoise d'interdiction de la langue ouïghoure/turque rompt la continuité culturelle intergénérationnelle des Ouïghours, ce qui est tout à fait voulu par l'État chinois.

*Accroissement de la surveillance des Ouïghours et des autres peuples turcs, qui va bien au-delà de celle des Chinois hans*

La surveillance de masse des Ouïghours et des autres peuples turcs se fait à la fois par des humains et par la technologie. Elle est dans les deux cas répressive et vise à empêcher les peuples ouïghour et turc de pratiquer leurs traditions et leur culture. Pour ce qui est de la surveillance humaine, à la fin de 2018, 1,12 million de cadres chinois hans avaient été envoyés dans des foyers ouïghours et turcs pour y vivre et y espionner les habitants<sup>123</sup>. De plus, plus de 10 000 équipes comptant chacune une demi-douzaine de personnes vont de maison en maison afin de compiler des dossiers d'information, en particulier en ce qui concerne les « comportements extrémistes », notamment ne pas boire d'alcool, avoir des barbes longues, jeûner pendant le ramadan et posséder des objets « indésirables » tels que le coran<sup>124</sup>. Ces équipes déclarent également tout comportement ne ressemblant pas à un appui inconditionnel au Parti communiste chinois et représentant une « attitude indésirable <sup>125</sup> ».

Les Ouïghours, les Kazakhs et les autres peuples turcs sont surveillés au moyen de caméras à reconnaissance faciale et à reconnaissance vocale installées tous les 100 à 200 mètres le long de chaque rue<sup>126</sup>; on installe des logiciels espions dans leurs appareils électroniques<sup>127</sup>; on a procédé à la collecte massive d'échantillons d'ADN sur 36 millions de personnes<sup>128</sup>; on a pris les empreintes digitales, les empreintes rétiniennes, des échantillons de la voix et le groupe sanguin des Ouïghours et des autres personnes turques<sup>129</sup>; tous les kilomètres, on trouve jusqu'à cinq points de contrôle où l'on balaye les cartes d'identité, prend des photographies et des empreintes digitales et utilise la technologie de reconnaissance rétinienne, de sorte que les déplacements des Ouïghours et des autres personnes turques fassent l'objet d'une surveillance en tout temps<sup>130</sup>; à ces points de contrôle, les gens doivent remettre les téléphones dans un support arqué qui télécharge tout le contenu du téléphone aux fins d'analyse<sup>131</sup>.

Les grandes quantités de données recueillies ainsi permettent au gouvernement de la Chine de classer la « fiabilité » des citoyens du Turkestan oriental. Ceux qui sont jugés indignes de confiance sont plus susceptibles d'être envoyés dans un camp d'internement, comme le montre la « liste de Karakax <sup>132</sup> ». Voici les catégories qu'elle comprenait en 2018 selon *The Economist* :

*« Être âgé de 15 à 55 ans (c.-à-d., d'âge militaire); être un Ouïghour (le catalogue est explicitement raciste : les gens sont soupçonnés simplement en raison de leur ethnicité); se trouver sans emploi; avoir des connaissances religieuses; prier cinq fois par jour (ce qui porte atteinte à la liberté de culte garantie dans la Constitution chinoise); détenir un passeport; avoir visité l'un des 26 pays énumérés; avoir déjà dépassé la durée de validité d'un visa; avoir des membres de la famille dans un pays étranger (il y a au moins 10 000 Ouïghours en Turquie); scolariser ses enfants à la maison <sup>133</sup> ».*

Cependant, les catégories de comportements qui pourraient faire en sorte qu'une personne soit envoyée dans un camp d'internement sont nébuleuses. Au nombre des 48 activités que les personnes interrogées par Human Rights Watch au Turkestan oriental ont déclaré avoir peur de pratiquer figurent prier, avoir WhatsApp, avoir trop d'enfants, effectuer des funérailles traditionnelles ou faire montre de tristesse au décès de ses parents<sup>134</sup>. La plupart des 48 activités sont liées à l'identité culturelle et religieuse ouïghoure. Distinguer les activités interdites par la politique officielle de celles qui sont le fruit de rumeurs fondées sur des décisions individuelles de représentants officiels semble vague à dessein<sup>135</sup>. Des limites mal définies créent la peur d'adopter ces comportements.

Selon la diaspora ouïghoure et kazakhe, et d'autres membres de la diaspora du Turkestan oriental, les représentants officiels chinois menacent souvent de tuer et de torturer leurs parents, un membre de leur famille ou leurs enfants et les obligent à travailler comme espions chinois<sup>136</sup>. De plus, ils sont surveillés, suivis et harcelés, ce qui ajoute à leur peur<sup>137</sup>. La surveillance accrue rend ces menaces plus que crédibles.

### *Massacres*

D'après le témoignage de deux soldats chinois de l'Armée populaire de libération sur le site Web de Bitter Winter il semble que : 1) à l'été 2013, 100 Ouïghours vivant dans un secteur montagneux ont été arbitrairement abattus; 2) toute la population ouïghoure dans un village mixte Han-Ouïghour a été massacrée « il y a quelques années »<sup>138</sup>. Le premier événement était une « mission très secrète ». Les supérieurs du soldat l'ont informé qu'elle visait « maintien de la stabilité ». Le soldat a déclaré :

*« Nous avons exécuté plus de 100 personnes dans une région montagneuse. Elles ressemblaient à des Ouïghours; certaines étaient de jeunes enfants... Avec l'aide d'un drone, nous avons pu voir où les Ouïghours couraient, ils n'étaient pas armés, mais nous les avons abattus avec des QBZ-95 [fusils d'assaut fabriqués en Chine]. Ils étaient condamnés à mourir. »*

Quant au second événement, le capitaine du soldat informateur, qui vivait à Fujian dans le sud-est de la Chine, a été envoyé en mission « il y a quelques années » dans un village mixte Han-Ouïghour au Turkestan oriental. Selon le capitaine, des soldats en tenue civile ont dit ce jour-là aux Chinois hans de recouvrir leurs fenêtres avec des journaux et de verrouiller leurs portes avant d'aller se coucher. La personne interrogée a déclaré que le capitaine a entendu beaucoup de coups de feu la nuit, que tous les résidents ouïghours dans le village semblaient être partis et qu'il croyait qu'ils avaient été tués. On ne sait pas combien d'autres villages ouïghours ont subi le même sort ni pourquoi le gouvernement de la Chine ordonnerait un tel massacre.

### *Mesures répressives contre l'islam*

En 2015, le gouvernement de la Chine a rédigé des lois antiterroristes définies au sens large. Celles-ci ont été dénoncées par la communauté internationale parce qu'aucune mesure de protection n'y empêchait le gouvernement de porter des accusations contre les personnes pratiquant leur religion ou le critiquant<sup>139</sup>. La nomination de Chen Quanguo a largement été considérée comme s'inscrivant dans une décision visant à réprimer davantage l'identité culturelle ouïghoure<sup>140</sup>. En avril 2017, le gouvernement régional a adopté une loi limitant encore davantage la liberté religieuse, interdisant les voiles et les barbes « anormales » (le terme « anormales » demeurant indéfini) et en rendant illégal le fait d'empêcher les enfants de recevoir une éducation nationale<sup>141</sup>. De plus, certains noms de bébé religieux sont interdits en vertu de cette loi<sup>142</sup>.

Comme c'est souvent le cas avec les lois vagues, l'exécutif a toute la latitude voulue pour aller beaucoup plus loin dans la répression de l'islam et des modes de culte ouïghours que ce qui est prévu dans la loi. Il a été mentionné ci-dessus qu'il n'est plus sécuritaire pour les Ouïghours et les autres peuples, et qu'ils ne se sentent plus en sécurité d'afficher des signes d'appartenance à la religion musulmane ou même de prier régulièrement, comme le requiert l'islam, étant donné que ce sont des motifs pour être envoyé dans un camp d'internement<sup>143</sup>.

Cependant, le gouvernement de la Chine va encore plus loin en intimidant et en forçant les musulmans ouïghours à renier leurs croyances religieuses. Les responsables locaux apportent des porcs en « cadeau » aux résidents pendant le ramadan et vérifient s'ils les mangent<sup>144</sup>. Le gouvernement offre le dîner aux écoliers et aux employés des bureaux des autorités locales pendant le ramadan, obligeant les résidents à manger de peur des conséquences s'ils ne le font pas<sup>145</sup>. Les restaurants doivent rester ouverts pendant le ramadan<sup>146</sup>. En 2019, des musulmans kazakhs de la préfecture kazakhe d'Ili ont dû manger du porc et boire de l'alcool pour célébrer le Nouvel An chinois, sous peine d'être envoyés aux camps d'internement s'ils ne le faisaient pas<sup>147</sup>.

De plus, le gouvernement de la Chine a détruit des mosquées, des cimetières et d'autres sites religieux historiques, y compris des sanctuaires qui faisaient auparavant l'objet d'un pèlerinage de masse des Ouïghours<sup>148</sup>, et ce, dans le but explicite de déconnecter les Ouïghours de leur histoire culturelle<sup>149</sup>.

### *Prélèvements d'organes*

Le China Tribunal, un organisme indépendant de défense des droits de la personne, a déclaré devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies que la Chine procédait à des prélèvements de masse des organes des Ouïghours<sup>150</sup>. Le témoignage du D<sup>r</sup> Enver Tohti, médecin ouïghour qui a effectué des prélèvements d'organes sur des personnes vivantes et qui mène désormais une campagne pour sensibiliser le plus grand nombre possible de personnes à ce phénomène, revêt une importance particulière<sup>151</sup>. Selon Geoffrey Nice QC, président du China Tribunal et ancien procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie qui a mené le procès contre Slobodan Milosevic, la communauté internationale « ne peut plus éviter ce qui est gênant pour elle d'admettre<sup>152</sup> ».

## *Recommandations au Parlement du Canada*

- Le Parlement du Canada devrait adopter une résolution pour reconnaître que les atrocités de la Chine contre les Ouïghours et les autres peuples turcs du Turkestan oriental constituent un génocide.
- Le Parlement du Canada devrait adopter une résolution pour reconnaître que le Turkestan oriental est un pays occupé.
- Le Parlement du Canada devrait créer un comité/groupe d'amitié avec le Turkestan oriental.
- Le Parlement du Canada devrait adopter une loi sur la politique ouïghoure similaire à celle adoptée par les États-Unis.
- Le Parlement du Canada devrait demander au gouvernement du Canada de sanctionner les autorités et les entités chinoises, notamment Chen Quanguo, Zhu Hailun, les paramilitaires du Corps de production et de construction du Xinjiang et d'autres forces de sécurité.
- Le Parlement du Canada devrait demander au gouvernement du Canada d'accorder immédiatement le statut de réfugié à tous les Ouïghours et autres peuples turcs fuyant la persécution chinoise au Turkestan oriental.
- Le Parlement du Canada devrait demander au gouvernement du Canada d'œuvrer à la libération du citoyen canadien Huseyin Celil.
- Le Parlement du Canada devrait demander au gouvernement du Canada de coordonner un plan de réinstallation des Ouïghours exilés de Turquie au Canada avec le gouvernement en exil du Turkestan oriental.
- Le Parlement du Canada devrait demander au gouvernement du Canada d'offrir des subventions et des bourses d'études aux Ouïghours en exil et à d'autres peuples du Turkestan oriental.
- Le Parlement du Canada devrait soutenir le gouvernement en exil du Turkestan oriental en exhortant la Cour pénale internationale à lancer des enquêtes contre les responsables chinois du génocide et d'autres crimes contre l'humanité.

## NOTES DE FIN DE DOCUMENT

<sup>1</sup> David Brophy, *People and Place in Chinese Turkistan*, Uyghur Nation (Harvard University Press 2016)

<sup>2</sup> *ibid.*

<sup>3</sup> *ibid.*

<sup>4</sup> *ibid.*

<sup>5</sup> *ibid.*

<sup>6</sup> *ibid.*

<sup>7</sup> Gardner Bovingdon, *Using the Past to Serve the Present*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>8</sup> David Brophy, *The End of Empire and the Racial Turn*, Uyghur Nation (Harvard University Press 2016)

<sup>9</sup> William Nunn MP, *Events in Turkestan* (a memorandum to the UK Foreign Office on the East Turkistan Republic, 25 July 1934) (<https://east-turkistan.net/excerpts-from-the-british-foreign-offices-report-on-the-east-turkistan-republic-1934/>, 2 April 2020)

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> Millward, James A. (2007). *Eurasian Crossroads: A History of Xinjiang*. London: Hurst Publishers. ISBN 9781849040679.

<sup>12</sup> Gardner Bovingdon, *Everyday Resistance: Guerrilla Actions in the Battle over Public Opinion*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010); East-Turkistan.net, 'Soviet Archives reveal China's occupation of East Turkistan' (<https://east-turkistan.net/soviet-archives-reveal-chinas-occupation-of-east-turkistan/>, 14 May 2020)

<sup>13</sup> East-Turkistan.net, 'Soviet Archives reveal China's occupation of East Turkistan' (<https://east-turkistan.net/soviet-archives-reveal-chinas-occupation-of-east-turkistan/>, 14 May 2020)

<sup>14</sup> David Brophy, *Conclusion*, Uyghur Nation (Harvard University Press 2016); Miles Maochun Yu 'China's Final Solution In Xinjiang' (<https://www.hoover.org/research/chinas-final-solution-xinjiang>, 9 October 2018)

<sup>15</sup> Gardner Bovingdon, *Heteronomy and its Discontents*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>16</sup> Gardner Bovingdon, *Introduction*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>17</sup> *ibid.*

<sup>18</sup> "Memorandum of Conversation between Stalin and CCP Delegation," June 27, 1949, History and Public Policy Program Digital Archive, APRF: F.45, Op. 1, D. 329, Ll. 1-7. Reprinted in Andrei Ledovskii, Raisa Mirovitskaia and Vladimir Miasnikov, *Sovetsko-Kitaiskie Otnosheniia*, Vol. 5, Book 2, 1946-February 1950 (Moscow: Pamiatniki Istoricheskoi Mysli, 2005), pp. 148-151. Translated by Sergey Radchenko. Accessed at <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/113380.pdf?v=a72a4ae09caba5e4c7034a5c2eb69c0d>

<sup>19</sup> The Economist, 'Apartheid with Chinese Characteristics: China has turned Xinjiang into a police state like no other' (<https://www.economist.com/briefing/2018/05/31/china-has-turned-xinjiang-into-a-police-state-like-no-other>, 31 May 2018)

<sup>20</sup> Ministry of National Defense, People's Republic of China, 'China's Defensive National Defense Policy in the New Era' (<http://eng.mod.gov.cn/defense-policy/index.htm>, undated)

<sup>21</sup> Gardner Bovingdon, *Introduction*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>22</sup> "Memorandum of Conversation between Stalin and CCP Delegation," June 27, 1949, History and Public Policy Program Digital Archive, APRF: F.45, Op. 1, D. 329, Ll. 1-7. Reprinted in Andrei Ledovskii, Raisa Mirovitskaia and Vladimir Miasnikov, *Sovetsko-*

Kitaiskie Otnosheniia, Vol. 5, Book 2, 1946-February 1950 (Moscow: Pamiatniki Istoricheskoi Mysli, 2005), pp. 148-151. Translated by Sergey Radchenko. Accessed at <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/113380.pdf?v=a72a4ae09caba5e4c7034a5c2eb69c0d>

<sup>23</sup> Central Asian Review, 7:1 (1959), p.95

<sup>24</sup> 7HCJP, March 10, 1954, p.1

<sup>25</sup> Gardner Bovingdon, *Heteronomy and its Discontents*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>26</sup> *ibid.*

<sup>27</sup> University of Central Arkansas, 'China/Uighurs (1949-present)' (<https://uca.edu/politicalscience/dadm-project/asiapacific-region/chinauighurs-1949-present/>, undated)

<sup>28</sup> For an account of an Uyghur man who narrowly escaped being killed, see Uyghur Research Institute, 'Genocide in East Turkistan' ([http://turkistantimes.com/uploads/2019-03/Genocide\\_Report\\_2019\\_SOON.pdf](http://turkistantimes.com/uploads/2019-03/Genocide_Report_2019_SOON.pdf), April 2019)p.15

<sup>29</sup> Gardner Bovingdon, *Introduction*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>30</sup> Gardner Bovingdon, *Heteronomy and its Discontents*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>31</sup> 1996 Xinjiang Statistical Yearbook (Xinjiang weiwuer zizhiqu tongjiju 1996), p.47

<sup>32</sup> Adrian Zenz, 'Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang' (<https://jamestown.org/wp-content/uploads/2020/06/Zenz-Sterilizations-IUDs-and-Mandatory-Birth-Control-FINAL-27June.pdf?x47371>, 29 June 2020), p.3

<sup>33</sup> Nuclear Threat Initiative, 'Lop Nor Nuclear Weapons Test Base' (<https://www.nti.org/learn/facilities/710/>, 26 July 2012)

<sup>34</sup> Zeeya Merali, 'Did China's Nuclear Tests Kill Thousands and Doom Future Generations?', *Scientific American* (<https://www.scientificamerican.com/article/did-chinas-nuclear-tests/>, 1 July 2019); Epoch Times Staff, 'Chinese Nuclear Tests Allegedly Caused 750,000 Deaths' ([https://www.theepochtimes.com/chinese-nuclear-tests-allegedly-cause-750000-deaths\\_1524571.html](https://www.theepochtimes.com/chinese-nuclear-tests-allegedly-cause-750000-deaths_1524571.html), 31 March 2009)

<sup>35</sup> Zeeya Merali, 'Did China's Nuclear Tests Kill Thousands and Doom Future Generations?', *Scientific American* (<https://www.scientificamerican.com/article/did-chinas-nuclear-tests/>, 1 July 2019)

<sup>36</sup> *ibid.*

<sup>37</sup> Rémi Castets, 'The Uyghurs in Xinjiang – the Malaise Grows', *China Perspectives* (Philip Liddell tr., <https://journals.openedition.org/chinaperspectives/648#bodyftn47>, September-October 2003)

<sup>38</sup> 劫法场-新疆“高旭事件” (内有巴仁乡事件‘平暴英雄’自述) 【翻墙】 (<http://tibet.woeser.com/?p=8546>, 14 July 2009)

<sup>39</sup> Gardner Bovingdon, *Collective Action and Violence*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>40</sup> *ibid.*

<sup>41</sup> *ibid.*

<sup>42</sup> *ibid.*

<sup>43</sup> *ibid.*

<sup>44</sup> *ibid.*

<sup>45</sup> John Pike, 'Uighur Developments in the 1990s', GlobalSecurity.org



(<https://www.globalsecurity.org/military/world/war/uyghur-5.htm>, undated)

<sup>46</sup> *ibid.*

<sup>47</sup> Gardner Bovingdon, *Collective Action and Violence*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>48</sup> *ibid.*

<sup>49</sup> Amnesty International, ‘Gross Violation of Human Rights in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region’ (<https://www.amnesty.org/download/Documents/144000/asa170181999en.pdf>, April 1999) p.19; Gardner Bovingdon, *Collective Action and Violence*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>50</sup> Gardner Bovingdon, *Collective Action and Violence*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>51</sup> Amnesty International, ‘Gross Violation of Human Rights in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region’ (<https://www.amnesty.org/download/Documents/144000/asa170181999en.pdf>, April 1999) p.19

<sup>52</sup> Gardner Bovingdon, *Collective Action and Violence*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>53</sup> *ibid.*

<sup>54</sup> Amnesty International, ‘Gross Violation of Human Rights in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region’ (<https://www.amnesty.org/download/Documents/144000/asa170181999en.pdf>, April 1999) p.20

<sup>55</sup> Gardner Bovingdon, *Collective Action and Violence*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>56</sup> Amnesty International, ‘Gross Violation of Human Rights in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region’ (<https://www.amnesty.org/download/Documents/144000/asa170181999en.pdf>, April 1999) p.20

<sup>57</sup> Gardner Bovingdon, *Collective Action and Violence*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010), Amnesty International, ‘Gross Violation of Human Rights in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region’ (<https://www.amnesty.org/download/Documents/144000/asa170181999en.pdf>, April 1999) p.20

<sup>58</sup> Amnesty International, ‘Gross Violation of Human Rights in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region’ (<https://www.amnesty.org/download/Documents/144000/asa170181999en.pdf>, April 1999) p.21

<sup>59</sup> *ibid.*

<sup>60</sup> *ibid.* pp.64-66; Amnesty International, ‘“Justice, Justice”, the July 2009 Protests in Xinjiang, China’ (<https://www.amnesty.org/download/Documents/36000/asa170272010en.pdf>, 2 July 2010) p.9

<sup>61</sup> Second phone interview with Ayishe Memet, February 2019 – Uyghur Research Institute

<sup>62</sup> Torture Appeal Leaflets, Amnesty International (<https://www.amnesty.org/download/Documents/132000/act400082000en.pdf>, 31 July 2000). See also Amnesty International, ‘Gross Violation of Human Rights in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region’ (<https://www.amnesty.org/download/Documents/144000/asa170181999en.pdf>, April 1999), pp.43ff.

<sup>63</sup> Amnesty International, ‘Gross Violation of Human Rights in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region’ (<https://www.amnesty.org/download/Documents/144000/asa170181999en.pdf>, April 1999) pp.91-93

<sup>64</sup> *ibid.* pp.79-93

<sup>65</sup> Gardner Bovingdon, *Epilogue: Ürümci’s “Hot Summer” of 2009*, The Uyghurs: Strangers in Their Own Land (Columbia University Press 2010)

<sup>66</sup> Amnesty International, ‘“Justice, Justice”, the July 2009 Protests in Xinjiang, China’

(<https://www.amnesty.org/download/Documents/36000/asa170272010en.pdf>, 2 July 2010) p.10

<sup>67</sup> *ibid.* pp.12-13

<sup>68</sup> *ibid.*

<sup>69</sup> *ibid.* p.13

<sup>70</sup> *ibid.* p.20

<sup>71</sup> Katherine Hille, 'Xinjiang Widens Crackdown on Uighurs', *Financial Times* (<https://www.ft.com/content/5aa932ee-747c-11de-8ad5-00144feabdc0>, 19 July 2009)

<sup>72</sup> Austin Ramzy, 'How China Tracked Detainees and Their Families', *New York Times* (<https://www.nytimes.com/2020/02/17/world/asia/china-reeducation-camps-leaked.html>, 17 February 2020); Scilla Alecci, 'How China Targets Uighurs 'One by One' for Using a Mobile App', *International Consortium of Investigative Journalists* (<https://www.icij.org/investigations/china-cables/how-china-targets-uyghurs-one-by-one-for-using-a-mobile-app/>, 24 November 2019)

<sup>73</sup> For more information, see BBC News, 'China Uighurs: Detained for beards, veils and internet browsing' (<https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-china-51520622>, 17 February 2020)

<sup>74</sup> International Consortium of Investigative Journalists, "'Ideological Transformation": records of mass detention from Qaraqash, Hotan' ([https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP\\_QaraqashDocument.pdf](https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_QaraqashDocument.pdf), February 2020)

<sup>75</sup> Austin Ramzy and Chris Buckley, "'Absolutely No Mercy': Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims", *New York Times* (<https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html>, 16 November 2019)

<sup>76</sup> *ibid.*

<sup>77</sup> *ibid.*

<sup>78</sup> Randall G. Schriver, 'Assistant Secretary of Defense for Indo-Pacific Security Affairs Schriver Press Briefing on the 2019 Report on Military and Security Developments in China' (<https://www.defense.gov/Newsroom/Transcripts/Transcript/Article/1837011/assistant-secretary-of-defense-for-indo-pacific-security-affairs-schriver-press/>, 3 May 2019); Editorial Board of the Washington Post, 'How China corralled 1 million people into concentration camps' ([https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/a-spreadsheet-of-those-in-hell-how-china-corralled-uyghurs-into-concentration-camps/2020/02/28/4daeca4a-58c8-11ea-ab68-101ecfec2532\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/a-spreadsheet-of-those-in-hell-how-china-corralled-uyghurs-into-concentration-camps/2020/02/28/4daeca4a-58c8-11ea-ab68-101ecfec2532_story.html), 29 February 2020)

<sup>79</sup> *ibid.* (both citations above use the term 'concentration camp' in relation to these internment camps, including Mr Schriver, US Assistant Secretary of Defence for Indo-Pacific Security Affairs). In addition, see US Senator Marsha Blackburn on Twitter: "Not sure what there is to respect about the #CCP, unless @NBA Commissioner Silver respects a government that abuses human rights and forces minorities into concentration camps." (<https://twitter.com/MarshaBlackburn/status/1278416950750638080?s=20>), and Phil Stewart, 'China putting minority Muslims in 'concentration camps,' U.S. says', *Reuters*, (<https://fr.reuters.com/article/topNews/idUSKCN1S925K>, 3 May 2019). Even where the term 'concentration camp' is not used owing to political sensitivities, there is worldwide condemnation of the camps: see, for example, European Parliament Press Releases, 'China must close its "re-education camps" for Uyghurs in Xinjiang, MEPs say' (<https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20191212IPR68927/china-must-close-its-re-education-camps-for-uyghurs-in-xinjiang-meps-say>, 19 December 2019)

<sup>80</sup> Radio Free Asia, 'One in Six Uyghurs Held in Political 'Re-Education Camps' in Xinjiang's Onsu County' (<https://www.rfa.org/english/news/uyghur/onsu-08312018155418.html>, 31 August 2018)

<sup>81</sup> Radio Free Asia, 'Nearly Half of Uyghurs in Xinjiang's Hotan Targeted For Re-Education Camps' (<https://www.rfa.org/english/news/uyghur/camps-10092017164000.html>, 9 October 2017)

<sup>82</sup> Annex 1.

<sup>83</sup> Editorial Board of the Washington Post, 'How China corralled 1 million people into concentration camps'

[https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/a-spreadsheet-of-those-in-hell-how-china-corralled-uyghurs-into-concentration-camps/2020/02/28/4daeca4a-58c8-11ea-ab68-101ecfec2532\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/a-spreadsheet-of-those-in-hell-how-china-corralled-uyghurs-into-concentration-camps/2020/02/28/4daeca4a-58c8-11ea-ab68-101ecfec2532_story.html), 29 February 2020)

<sup>84</sup> See footnotes in relation to each allegation below, and in general Human Rights Watch, “‘Eradicating Ideological Viruses’: China’s Campaign of Repression Against Xinjiang’s Muslims” (<https://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs>, 9 September 2018). See also Radio Free Asia, ‘Uyghur Teenager Dies in Custody at Political Re- Education Camp ([www.rfa.org/english/news/uyghur/teenager-03142018154926.html](http://www.rfa.org/english/news/uyghur/teenager-03142018154926.html), 14 March 2018)

<sup>85</sup> Interview with Tekin , Istanbul, August 2018 - Uyghur Research Institute

<sup>86</sup> Interview with Mihrigul Tursun, ‘1/18/2019 路德访谈米娜女士：讲述在新疆遭受中共国宝迫害，失去一个几个月大的孩子，被强迫脱衣检查的经历。’ ([https://www.youtube.com/watch?v=P\\_By\\_N8U\\_YY](https://www.youtube.com/watch?v=P_By_N8U_YY), 18 January 2019)

<sup>87</sup> Interview with Gayret, August 2018 - Uyghur Research Institute

<sup>88</sup> Interview with Mihrigul Tursun, ‘1/18/2019 路德访谈米娜女士：讲述在新疆遭受中共国宝迫害，失去一个几个月大的孩子，被强迫脱衣检查的经历。’ ([https://www.youtube.com/watch?v=P\\_By\\_N8U\\_YY](https://www.youtube.com/watch?v=P_By_N8U_YY), 18 January 2019)

<sup>89</sup> #1 Interview with Adila, Istanbul, August, 2018 - Uyghur Research Institute

<sup>90</sup> Religious Freedom Institute, Testimony of Mihrigul Tursun, ‘Congressional-Executive Commission on China Hearing: The Communist Party’s Crackdown on Religion in China’ (<https://www.religiousfreedominstitute.org/rfievents/congressional-hearing-chinas-war-on-christianity-and-other-religious-faiths-kkz6p>, 28 November 2018); the full testimony is written down in Hong Kong Free Press, ‘Video: In Full Ex-Xinjiang detainee Mihrigul Tursun’s full testimony at the US congressional hearing’ (<https://hongkongfp.com/2018/12/08/video-full-ex-xinjiang-detainee-mihrigul-tursuns-full-testimony-us-congressional-hearing/>, 8 December 2018)

<sup>91</sup> Gerry Shih, Dake Kang and Independent Staff, ‘Muslims forced to drink alcohol and eat pork in China’s ‘re-education’ camps, former inmate claims’ (<https://www.independent.co.uk/news/world/asia/china-re-education-muslims-ramadan-xinjiang-eat-pork-alcohol-communist-xi-jinping-a8357966.html>, 18 May 2018)

<sup>92</sup> Jeffrey Cimmino, “‘Your god is Xi Jinping’: Uighurs mocked and tortured in Chinese internment camps for their faith” (<https://www.washingtonexaminer.com/news/your-god-is-xi-jinping-uyghurs-mocked-and-tortured-in-chinese-internment-camps-for-their-faith>, 10 October 2019)

<sup>93</sup> BBC News, ‘Data leak reveals how China ‘brainwashes’ Uighurs in prison camps’ (<https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-china-50511063>, 24 November 2019); for an understanding of day-to-day life in the camps, see Sophia Yan, ‘One minute felt like one year’: A day in the life of inmates in the Xinjiang internment camps’, *The Telegraph* (<https://www.telegraph.co.uk/news/2019/03/26/dispatch-day-life-inmate-xinjiang-internment-camps/>, 26 March 2019)

<sup>94</sup> Gu Qi, ‘Uyghur Dispersion and Detention – Worse Than We Thought’ *Bitter Winter*, *Bitter Winter* (<https://bitterwinter.org/uyghur-dispersion-and-detention-worse-than-we-thought/> 1 February 2020)

<sup>95</sup> *ibid.*

<sup>96</sup> *ibid.*

<sup>97</sup> *ibid.*

<sup>98</sup> Adrian Zenz, ‘Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP’s Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang’ (<https://jamestown.org/wp-content/uploads/2020/06/Zenz-Sterilizations-IUDs-and-Mandatory-Birth-Control-FINAL-27June.pdf?x47371>, 29 June 2020)

<sup>99</sup> US Secretary of State Mike Pompeo: Yuliya Talmazan, ‘Report that China forcibly sterilizing Uighur women ‘shocking,’ Pompeo says’ (<https://www.nbcnews.com/news/world/report-china-forcibly-sterilizing-uyghur-women-shocking-pompeo-says-n1232500>, 30 June 2020); Nikolaj Nielsen, ‘EU: Accountability needed on Uighur ‘forced sterilisations’; EU Commission: EU Observer (<https://euobserver.com/foreign/148812>, 1 July 2020); Nigel Adams, Minister for UK Foreign and Commonwealth Office: UK Parliament, ‘UQ: Campaign by Chinese Government to suppress Uyghur birth rates in Xinjiang’ (<https://www.parliament.uk/business/news/2020/june/birth-rates-in-xinjiang/>, 29 June 2020)

<sup>100</sup> For two of the many example, see New York Times, ‘China Cuts Uighur Births With IUDs, Abortion, Sterilization’ (<https://www.nytimes.com/aponline/2020/06/29/us/ap-as-china-muslim-birth-control.html>, 29 June 2020); BBC News, ‘China forcing birth control on Uighurs to suppress population, report says’ (<https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-china-53220713>, 29 June 2020)

<sup>101</sup> Adrian Zenz, ‘Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP’s Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang’ (<https://jamestown.org/wp-content/uploads/2020/06/Zenz-Sterilizations-IUDs-and-Mandatory-Birth-Control-FINAL-27June.pdf?x47371>, 29 June 2020), p.10

<sup>102</sup> *ibid.* p.10

<sup>103</sup> *ibid.* p.2

<sup>104</sup> *ibid.* p.3

<sup>105</sup> *ibid.* p.19

<sup>106</sup> *ibid.* p.18

<sup>107</sup> *ibid.* p.1

<sup>108</sup> International Consortium of Investigative Journalists, “‘Ideological Transformation’”: records of mass detention from Qaraqash, Hotan’ ([https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP\\_QaraqashDocument.pdf](https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_QaraqashDocument.pdf), February 2020)

<sup>109</sup> Adrian Zenz, ‘Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP’s Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang’ (<https://jamestown.org/wp-content/uploads/2020/06/Zenz-Sterilizations-IUDs-and-Mandatory-Birth-Control-FINAL-27June.pdf?x47371>, 29 June 2020), p.2

<sup>110</sup> Interview with Gulbahar Minahun, Istanbul, January 2019 - Uygur Research Institute; Religious Freedom Institute, Testimony of Mihrigul Tursun, ‘Congressional-Executive Commission on China Hearing: The Communist Party’s Crackdown on Religion in China’ (<https://www.religiousfreedominstitute.org/rfievts/congressional-hearing-chinas-war-on-christianity-and-other-religious-faiths-kkz6p>, 28 November 2018); the full testimony is written down in Hong Kong Free Press, ‘Video: In Full Ex-Xinjiang detainee Mihrigul Tursun’s full testimony at the US congressional hearing’ (<https://hongkongfp.com/2018/12/08/video-full-ex-xinjiang-detainee-mihrigul-tursuns-full-testimony-us-congressional-hearing/>, 8 December 2018)

<sup>111</sup> Sky News, ‘In the dark: to search for Xinjiang’s missing children is like looking into the gloom’ (<https://news.sky.com/story/mysterious-roadblocks-and-armed-police-on-the-trail-of-chinas-missing-uyghur-children-11822938>, undated but post- January 2019). See further below under ‘forcible transfer of children from their families to Chinese state orphanages and boarding schools’

<sup>112</sup> Chinese government planning document: [http://www.moe.gov.cn/jyb\\_xwfb/xw\\_zt/moe\\_357/jyzt\\_2016nztzl/ztzl\\_xyncs/ztzl\\_xy\\_dxjy/201801/W020180109353888301306.pdf](http://www.moe.gov.cn/jyb_xwfb/xw_zt/moe_357/jyzt_2016nztzl/ztzl_xyncs/ztzl_xy_dxjy/201801/W020180109353888301306.pdf), December 2017.; Amy Qin, ‘In China’s Crackdown on Muslims, Children Have Not Been Spared’, *New York Times* (<https://www.nytimes.com/2019/12/28/world/asia/china-xinjiang-children-boarding-schools.html?>, 28 December 2019, updated 1 July 2020)

<sup>113</sup> Amy Qin, ‘In China’s Crackdown on Muslims, Children Have Not Been Spared’, *New York Times* (<https://www.nytimes.com/2019/12/28/world/asia/china-xinjiang-children-boarding-schools.html?>, 28 December 2019, updated 1 July 2020)

<sup>114</sup> *ibid.*

<sup>115</sup> *ibid.*

<sup>116</sup> Chang Xin, ‘Video: Uyghur Children Indoctrinated in Camps’, *Bitter Winter* (<https://bitterwinter.org/video-uyghur-children-indoctrinated-in-camps/>, 26 January 2019)

<sup>117</sup> <新疆博乐:父母被关教育集中营200多名儿童成“孤儿”>、《保护人权与宗教自由协会》 (<https://www.adhrf.org/news/religious-freedom/160753.html>, 28 June 2018)

<sup>118</sup> For example, written testimony of Abdurahman Toxti, Istanbul, February 2019; interview with Elyar with the Uyghur Research Institute; video testimony of Qelbinur Tulsun, 2019.

<sup>119</sup> 2018>新疆高考加分照顾政策<、《中国教育在线》、  
([http://gaokao.eol.cn/xin\\_%20jiang/dongtai/201806/t20180608\\_1606590.shtml.%208%20June%202018](http://gaokao.eol.cn/xin_%20jiang/dongtai/201806/t20180608_1606590.shtml.%208%20June%202018))

<sup>120</sup> Amy Qin, 'In China's Crackdown on Muslims, Children Have Not Been Spared', *New York Times* (<https://www.nytimes.com/2019/12/28/world/asia/china-xinjiang-children-boarding-schools.html?>, 28 December 2019, updated 1 July 2020)

<sup>121</sup> *ibid.*

<sup>122</sup> <新疆禁止幼教信教 教育系统内禁维语>、《自由亚洲电台》  
(<https://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shaoshuminzu/xl1-09252017102937.html>, 25 September 2017)

<sup>123</sup> Human Rights Watch, 'China: Visiting Officials Occupy Homes in Muslim Region: 'Becoming Family' Campaign Intensifies Repression', (<https://www.hrw.org/news/2018/05/13/china-visiting-officials-occupy-homes-muslim-region>, 13 May 2018) ; Liu Xin, '1.12 million officials paired with local households in Xinjiang', *Global Times* (<http://www.globaltimes.cn/content/1134634.shtml>, 4 January 2019)

<sup>124</sup> The Economist, 'Apartheid with Chinese Characteristics: China has turned Xinjiang into a police state like no other' (<https://www.economist.com/briefing/2018/05/31/china-has-turned-xinjiang-into-a-police-state-like-no-other>, 31 May 2018)

<sup>125</sup> *ibid.*

<sup>126</sup> *ibid.*

<sup>127</sup> *ibid.*

<sup>128</sup> Sui-Lee Wee, 'China Uses DNA to Track Its People, With the Help of American Expertise' (<https://www.nytimes.com/2019/02/21/business/china-xinjiang-uyghur-dna-thermo-fisher.html>, 21 February 2019)

<sup>129</sup> *ibid.*

<sup>130</sup> The Economist, 'Apartheid with Chinese Characteristics: China has turned Xinjiang into a police state like no other' (<https://www.economist.com/briefing/2018/05/31/china-has-turned-xinjiang-into-a-police-state-like-no-other>, 31 May 2018)

<sup>131</sup> *ibid.*

<sup>132</sup> See above under 'Forced birth control and sterilisation'

<sup>133</sup> The Economist, 'Apartheid with Chinese Characteristics: China has turned Xinjiang into a police state like no other' (<https://www.economist.com/briefing/2018/05/31/china-has-turned-xinjiang-into-a-police-state-like-no-other>, 31 May 2018)

<sup>134</sup> Tanner Greer, "48 Ways to Get Sent to a Chinese Concentration Camp: Something terrible is happening in Xinjiang" *Foreign Policy* (<https://foreignpolicy.com/2018/09/13/48-ways-to-get-sent-to-a-chinese-concentration-camp/>, 13 September 2018)

<sup>135</sup> *ibid.*

<sup>136</sup> Amnesty International, 'Nowhere Feels Safe', (<https://www.amnesty.org/en/latest/research/2020/02/china-uyghurs-abroad-living-in-fear/>, 21 February 2020); Religious Freedom Institute, Testimony of Mihrigul Tursun, 'Congressional- Executive Commission on China Hearing: The Communist Party's Crackdown on Religion in China' (<https://www.religiousfreedominstitute.org/rfi/events/congressional-hearing-chinas-war-on-christianity-and-other-religious-faiths-kkz6p>, 28 November 2018). See the quotation from this testimony: Marco Rubio, 'Rubio Chairs China Commission Hearing on Crackdown On Religion In China' (<https://www.rubio.senate.gov/public/index.cfm/2018/11/rubio-chairs-china-commission-hearing-on-communist-party-s-crackdown-on-religion-in-china>, 28 November 2018)

<sup>137</sup> *ibid.*

<sup>138</sup> An Xin, 'Horrific Reality of Serving in People's Liberation Army' (<https://bitterwinter.org/horrific-reality-of-serving-in-peoples-liberation-army/>, 4 May 2020)

<sup>139</sup> BBC News, 'China Passes controversial new anti-terror laws' (<https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-china-35188137>, 28 December 2015)

<sup>140</sup> Sean R Roberts, "The Biopolitics of China's "war on terror" and the exclusion of the Uyghurs", (<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14672715.2018.1454111>, March 22, 2018)

<sup>141</sup> Nectar Gan, 'Ban on beards and veils – China's Xinjiang passes law to curb 'religious extremism'', *South China Morning Post* (<https://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/2083479/ban-beards-and-veils-chinas-xinjiang-passes-regulation>, 30 March 2017)

<sup>142</sup> Benjamin Haas, 'China bans religious names for Muslim babies in Xinjiang', *The Guardian* (<https://www.theguardian.com/world/2017/apr/25/china-bans-religious-names-for-muslims-babies-in-xinjiang>, 25 April 2017)

<sup>143</sup> Human Rights Watch, *Heightened Religious Restrictions*, "'Eradicating Ideological Viruses": China's Campaign of Repression Against Xinjiang's Muslims' (<https://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs>, 9 September 2018)

<sup>144</sup> Sophia Yan, 'China's Uighur Muslims forced to eat and drink as Ramadan celebrations banned', *The Telegraph* (<https://www.telegraph.co.uk/news/2019/06/01/chinas-uighur-muslims-forced-eat-drink-ramadan-celebrations/>, 1 June 2019)

<sup>145</sup> *ibid.*

<sup>146</sup> *ibid.*

<sup>147</sup> Jon Sharman, 'China 'forcing Muslims to eat pork and drink alcohol' for lunar new year festival', *The Independent* (<https://www.independent.co.uk/news/world/asia/china-muslims-xinjiang-pork-alcohol-lunar-new-year-spring-festival-uighur-islam-a8767561.html>, 7 February 2019)

<sup>148</sup> Lily Kuo, 'Revealed: new evidence of China's mission to raze the mosques of Xinjiang', *The Guardian* (<https://www.theguardian.com/world/2019/may/07/revealed-new-evidence-of-chinas-mission-to-raze-themosques-of-xinjiang>, 7 May 2019)

<sup>149</sup> Nicola Smith, 'China destroys dozens of Uighur cemeteries in drive to 'eradicate' cultural history of Muslims', *The Telegraph* (<https://www.telegraph.co.uk/news/2019/10/09/china-destroys-dozens-uighur-cemeteries-drive-eradicate-cultural/>, 9 October 2019). See in particular the interview with Salih Hudayar within this piece.

<sup>150</sup> Will Martin, 'China is harvesting thousands of human organs from its Uighur Muslim minority, UN human-rights body hears', *Business Insider* (<https://www.businessinsider.com/china-harvesting-organs-of-uighur-muslims-china-tribunal-tells-un-2019-9?r=US&IR=T>, 25 September 2019)

<sup>151</sup> Gabriella Swerling, 'British government 'ignored' Chinese organ harvesting, Tribunal rules', *The Telegraph* (<https://www.telegraph.co.uk/news/2019/06/17/british-government-ignored-chinese-organ-harvesting-tribunal/>, 17 June 2019)

<sup>152</sup> Nabila Ramdani, 'While China harvests human organs from its persecuted minorities, Britain is staying silent to protect free trade', *The Independent* (<https://www.independent.co.uk/voices/china-religious-ethnic-minorities-organ-harvesting-uighur-muslims-falun-gong-brexite-a9120146.html>, 25 September 2019)